



Leçons et recommandations découlant de la guerre en Ukraine

Peter B. Doran

Table des matières

L'enjeu **1**

Le terrain d'essai ukrainien **2**

Les quatre grandes leçons retenues du cas de l'Ukraine **2**

Gagner en altitude :
Le défi stratégique pour l'OTAN **4**

Conclusions et recommandations **6**

Notes de fin de document **8**



À propos de l'auteur

Peter B. Doran est vice-président de la recherche au *Center for European Policy Analysis*.

L'ENJEU

Peu avant l'aube du 11 juillet 2014, des membres de la 24^e Brigade mécanisée d'Ukraine ont connu une fin tragique près de la ville frontalière ukrainienne de Zelenopillya. Après un barrage massif d'artillerie de roquettes qui n'a duré que trois minutes, la puissance de combat de deux bataillons de la 24^e Brigade mécanisée avait disparu. Il ne restait qu'un paysage dévasté, des véhicules et des équipements en feu. 30 morts. 90 blessés.

Selon de multiples témoignages, les Ukrainiens ont fait les frais d'une nouvelle et dangereuse arme russe : le système Tornado de lance-roquettes multiples (MLRS) de 122 mm. Capable de couvrir une large zone de feu avec une combinaison mortelle de munitions classiques améliorées à double effet (MCADE), de mines à dispersion et d'ogives thermobariques, l'attaque a non seulement détruit la puissance de combat des forces ukrainiennes, mais elle a également donné un aperçu de la nature changeante de la guerre terrestre en Europe. Le champ de bataille était en train de devenir plus meurtrier.

Le terrain d'essai ukrainien

Depuis son déclenchement en 2014, la guerre en Ukraine a été une crise humanitaire, un revers pour l'ordre international fondé sur des règles, et – ce qui importe pour cette analyse – un terrain d'essai pour les nouvelles stratégies, tactiques et armes russes. À bien des égards, les combats en Ukraine se conforment au modèle d'autres conflits « d'essai » du 20^e siècle, notamment la guerre civile espagnole (1936-1939) et la guerre du Kippour (1973). Tout comme l'Ukraine, ces conflits ont également fait office de terrains d'expérimentation pour mettre à l'essai de nouveaux concepts et de nouvelles capacités de combat en conditions réelles.

Les leçons retenues de ces conflits sont nombreuses. Les combats en Espagne ont annoncé un changement de paradigme dans la puissance aérienne et son éventuelle utilisation stratégique contre les civils. La guerre du Kippour a révélé les limites des chars de combat principaux face aux missiles guidés antichars (ATGM) et aux grenades propulsées par fusée, peu coûteux. La guerre d'Ukraine donne un aperçu similaire de la létalité croissante des barrages d'artillerie à frappe massive et laisse présager un avenir périlleux pour l'infanterie mécanisée qui entre dans la bataille dans des véhicules de dernière génération. Si les tendances émergentes en Ukraine se confirment, l'espace de bataille européen du 21^e siècle sera exceptionnellement dangereux pour les armées qui n'investissent pas suffisamment dans la défense territoriale et les capacités de guerre terrestre.

Les quatre grandes leçons retenues du cas de l'Ukraine

Il y a possiblement de nombreuses leçons à tirer des combats en Ukraine. L'espace de bataille était (et reste en grande partie) un hybride complexe d'ancien et de nouveau – un lieu où l'artillerie de la Seconde Guerre mondiale se mesurait à l'équipement de la fin de l'ère soviétique, et où les drones bricolés s'affrontaient aux contre-mesures électroniques (CME) et aux plateformes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR) du 21^e siècle. Cette *note de renseignement* n'a pas pour but de couvrir toutes les leçons qu'il est possible de tirer de la guerre en Ukraine, mais plutôt d'isoler celles qui ont la plus grande incidence sur l'avenir de la guerre terrestre en Europe¹. En balayant cet horizon, quatre points sont particulièrement frappants.

(Leçon 1) Envoyez les drones :

Au cours de la guerre russo-géorgienne (2008), les forces russes ont malheureusement sous-utilisé les véhicules aériens sans pilote (UAV) pour les missions RSR, ce qui a entraîné un manque de reconnaissance et de ciblage en temps réel dans l'espace de bataille. Maintenant, en Ukraine, la Russie a changé de cap. Elle a pleinement adopté l'utilisation de drones et a déployé – de manière importante – des suites CME pour empêcher l'utilisation d'UAV par les forces adverses. À ce titre, l'utilisation de RSR des drones et des réseaux de capteurs a changé la donne pour les missions de frappe de tirs massifs de la Russie (voir ci-dessous), en fournissant une surveillance et un ciblage en temps réel pour les unités d'artillerie et de MLRS. En effet, le délai entre l'apparition d'un drone russe et l'attaque d'artillerie qui s'ensuit peut désormais n'être que de 15 minutes².

(Leçon 2) Le tir indirect est (à nouveau) la Reine de la bataille :

Les nouveaux systèmes MLRS comme le Tornado, ainsi que d'autres variantes plus anciennes comme le Grad à 122 mm, les obusiers mobiles et les mortiers, rendent les barrages de tirs massifs relativement bon marché et mortels au profit de la Russie. Cela est particulièrement vrai pour les charges utiles thermobariques et les MCADE. En Ukraine, l'artillerie est devenue si meurtrière qu'elle est responsable de 70 à 85 % de toutes les victimes (des deux côtés). L'utilisation intensive du tir indirect en Ukraine, associée à la nature statique des combats, a entraîné un retour à la guerre de tranchées, aux duels d'artillerie et à l'utilisation du tir indirect pour disperser et détruire des forces terrestres concentrées – des méthodes plus familières à la guerre terrestre européenne du début du 20e siècle³.

(Leçon 3) Les chars lourds reprennent du service :

L'un des héritages de la guerre du Kippour a été l'adoption généralisée de blindages réactifs pour se défendre contre les ATGM. Les ogives ATGM à charge tandem (caractéristiques des missiles Spike, Javelin et TOW-II) ont été conçues pour contrer cette défense. En Ukraine (et plus récemment en Syrie), la Russie a franchi une nouvelle étape dans ce cycle en équipant certains de ses chars de combat principaux les plus avancés d'un système de protection actif contre les missiles. Les résultats sont convaincants. Pendant la bataille de Donetsk, par exemple, les équipes antichars ukrainiennes l'ont surnommé le « bouclier magique », car il protégeait inexplicablement les T-90 russes sur le champ de bataille⁴. L'incidence nette de ce système a été de diminuer la puissance de combat relative de l'infanterie antichar et d'augmenter la résistance aux chocs et la capacité de survie des blindés lourds russes.



9A52-4 MLRS russe. Source – Vitaly V. Kuzmin.

(Leçon 4) Au revoir les VCI de dernière génération :

Le plus grand facteur de causalité sur le champ de bataille est sans doute le VCI de l'ère soviétique. Ces véhicules deviennent des pièges mortels pour l'infanterie mécanisée. En Ukraine, les BMP et BTR offrent une protection obsolète contre les ogives thermobariques et autres dangers provenant des mines, de l'artillerie et des ATGM. La vulnérabilité est si grande que l'infanterie mécanisée ukrainienne se rend désormais au combat sur le toit de ses véhicules, plutôt qu'à l'intérieur, et a tendance à en sortir loin de la ligne de combat. Malheureusement, cette pratique expose également l'infanterie à pied, qui se déplace lentement, aux tirs indirects et à l'artillerie de frappe massive – ce qui boucle la boucle des nouvelles techniques de combat de la Russie (à savoir la convergence des drones, du RSR et des tirs indirects létaux). Les armées de l'OTAN en prennent note : les VCI et BMP de dernière génération sont nombreux dans les stocks occidentaux⁵. Cela pourrait entraîner des taux de pertes inacceptables pour l'infanterie mécanisée de l'OTAN dans le cas d'un futur scénario de guerre terrestre.

Gagner en altitude : Le défi stratégique pour l'OTAN

Les leçons tirées du cas de l'Ukraine devraient inquiéter les planificateurs de l'OTAN. Aujourd'hui, de nombreuses armées alliées sont encore aux prises avec les séquelles de l'Irak et de l'Afghanistan. Ils ont accumulé des années d'expérience de déploiement dans des missions hors zone, de contre-insurrection ou de maintien de la paix. Leurs doctrines, leurs capacités et leurs postures de force sont insuffisamment préparées pour faire face aux nouveaux défis de la guerre terrestre. Cela est bien compréhensible. Le mantra de l'OTAN était autrefois : « opérations hors zone ou la fin de l'Organisation »⁶. Les États-Unis ont encouragé cette perspective et les États membres ont ensuite canalisé leurs budgets de défense limités vers des capacités déployables et hors zone. Malheureusement, cela s'est fait au prix de capacités de guerre terrestre moins faciles à déployer. Ajoutons à cela l'incidence de la crise économique mondiale. Lorsque les dirigeants élus ont réduit leurs budgets de défense, les dépenses consacrées aux armes, aux compétences et aux systèmes coûteux nécessaires pour gagner une guerre conventionnelle limitée en Europe en ont fait les frais de manière disproportionnée⁷. En conséquence, de nombreuses armées de l'OTAN sont aujourd'hui prêtes à combattre des insurrections de faible intensité à l'étranger, mais sont nettement moins bien préparées à remplir leur mission initiale : la défense sur le territoire national.

Au sein de l'OTAN, la situation critique des chars de combat principaux illustre la tendance générale de la guerre terrestre. Le blindage lourd coûte cher. Il offre également une utilité marginale limitée pour combattre une insurrection à l'étranger. Cela a rendu les investissements dans des véhicules plus légers et moins coûteux plus attrayants pour les armées de l'OTAN qui se trouvaient à court d'argent. À ce jour :

- Les Pays-Bas ont réduit d'un sixième leurs effectifs militaires et ont entièrement éliminé le char de combat principal de leur inventaire;
- L'Allemagne a amputé de 36 % sa commande de chars Leopard 2 modernisés (réduction à 225);
- Le Royaume-Uni a réduit son parc de chars Challenger 2 de 400 à 227; tandis que
- La France emploie toujours 240 chars Leclerc en service actif et les experts français ne cessent de questionner : « Allons-nous vraiment les utiliser un jour? Et ce sera quand? »⁸

Dans le meilleur des mondes, la réponse est : jamais. Mais les zones frontalières de l'Europe deviennent dangereuses et les capacités de guerre terrestre russes sont de plus en plus puissantes.

Malheureusement, les sous-investissements de l'OTAN dans la puissance terrestre lourde ont atteint un tel point qu'une analyse récente de la RAND Corporation a fait un calcul surprenant : aucun char de combat principal allié ne serait disponible pour repousser une hypothétique invasion russe des pays baltes (dans les conditions actuelles)⁹. Bien que les *conclusions* de cette analyse aient fait l'objet d'un grand nombre de commentaires publics, le calcul sous-jacent reste inchangé : l'OTAN présente dorénavant une lacune inquiétante dans sa capacité à défendre contre des attaques les États membres exposés. Si les armées alliées étaient un jour appelées à mener une guerre conventionnelle limitée sur la frontière européenne, elles pourraient avoir du mal à déployer leurs meilleures défenses à temps.

C'est le problème d'organisation auquel sont confrontés les planificateurs alliés en 2016. Les coupes budgétaires radicales dans la puissance terrestre ont été des économies de bouts de chandelle. Comme l'a expliqué le Lgén Frederick (Ben) Hodges, commandant des forces de l'armée américaine en Europe : « Après chaque guerre, nous avons l'habitude de répéter l'erreur consistant à réduire les forces terrestres pour économiser de l'argent, en croyant que nous pouvons éviter les pertes dans les guerres futures en nous appuyant davantage sur la puissance aérienne et maritime... et chaque fois, nous devons reconstruire à la hâte des forces terrestres pour faire face aux menaces que la nation ne parvient jamais à anticiper avec précision »¹⁰. Le Lgén Hodges a raison. En Ukraine, la Russie nous a montré le type de menaces que nous devrions anticiper – et repousser.



Le Lgén Frederick (Ben) Hodges au cours d'une conférence de presse à Varsovie, en Pologne. Source – Mateusz Wlodarczyk/NurPhoto.



Les chars russes T-14 Armata défilent devant la place Rouge. Source – Sergei Karpukhin/Reuters

Conclusions et recommandations

Les grandes puissances se battent toujours. Comme les préparatifs de défense peuvent prendre des années, les décisions prises aujourd'hui détermineront comment les armées de l'OTAN répondront demain à une crise non désirée. Les combats en Ukraine indiquent que de nouvelles tendances se dessinent dans le domaine de la guerre terrestre, mais ils laissent aussi de nombreuses interrogations. D'une part, les planificateurs russes apprennent activement des erreurs du passé et se perfectionnent. Mais répéteront-ils les pratiques des campagnes du Donbass (et de la Syrie) dans un futur conflit, ou changeront-ils à nouveau de cap?

L'identification des schémas et des *ruptures* de schémas dans la pensée russe sera cruciale pour anticiper la manière dont un futur conflit pourra être évité. Par exemple, la Russie n'a pas *encore* montré son penchant pour les frappes en profondeur en territoire ennemi. Cela pourrait changer. Dans un cas comme dans l'autre, des mesures prudentes indiquent un besoin accru de capacité de survie et de mobilité des unités, de défense des ressources de contre-force dans les zones arrière et d'amélioration du commandement et du contrôle pour les différentes forces alliées opérant dans un espace de bataille partagé. Voici d'autres recommandations :

Plus d'argent pour plus de matériel efficace : Les États membres de l'OTAN doivent investir davantage dans la défense et consacrer ces ressources limitées à bon escient. Les capacités de guerre terrestre sont un excellent point de départ, notamment en ce qui concerne les blindés lourds et l'infanterie mécanisée qui peuvent se déplacer rapidement, frapper fort et survivre sur les champs de bataille meurtriers du 21^e siècle.

Le retour des contre-batteries : La capacité à la fois de protéger les forces contre les tirs indirects et de les supprimer est essentielle. Équiper les unités de première ligne avec des radars de contre-batterie (similaires aux ANTPQ 35/36 de l'inventaire américain) et intensifier l'entraînement au tir de contre-batterie dans le cadre des exercices de l'OTAN seraient des mesures très avantageuses. Même si les contre-batteries ne font que déplacer un adversaire, la leçon que l'on tire de l'Ukraine est la suivante : lorsque l'artillerie d'un ennemi se déplace, elle ne tire pas.

La guerre des drones est réelle : Les préparatifs en vue d'établir la supériorité aérienne sur un champ de bataille doivent accorder une attention particulière à la capacité de survie et à l'endurance des UAV. La Russie apprend non seulement à utiliser ces plateformes, mais aussi à empêcher ses adversaires de les utiliser. Les armées de l'OTAN doivent se préparer à livrer une bataille CME pour maintenir leurs drones en vol, *en plus* de la lutte contre le déni d'accès et l'interdiction de zone dans le ciel.

Gagner, c'est vivre : Les armées de l'OTAN devraient accorder une attention particulière à la capacité de survie des VCI dans leurs inventaires. L'utilisation par la Russie d'ogives thermobariques et d'artillerie de frappe massive pourrait, dans certaines circonstances, dégrader considérablement la puissance de combat des VCI de dernière génération de l'OTAN. Les taux de pertes élevés des véhicules anciens pourraient empêcher les forces terrestres occidentales d'obtenir un succès opérationnel sur le champ de bataille ou, pire encore, contribuer à la victoire d'un agresseur. Accélérer le déploiement des VCI de nouvelle génération pourrait sauver des vies et augmenter la force de dissuasion de l'OTAN.

Notes de fin de document

1. Pour une excellente analyse de ces leçons, voir : Phillip A. Karber, « Lessons Learned from the Russo-Ukrainian War », Johns Hopkins Applied Physics Laboratory & U.S. Army Capabilities Center, 6 juillet 2015. Cette évaluation depuis les lignes de front donne lieu à une réflexion exceptionnelle. L'auteur est chaleureusement remercié pour ses rapports et ses analyses.
2. *Ibid.*, Karber.
3. En dépit des récents (et regrettables) changements apportés aux cadences de l'armée américaine, l'artillerie était la *reine* du champ de bataille et elle le restera.
4. *Ibid.*, Karber.
5. Comme les variantes polonaises BWP-1 et BWP-2.
6. Stewart Patrick, « Out of Area, Out of Business? » *The National Interest*, 25 mars 2009.
7. Guillaume Lasconjarias, « NATO's Land Forces: Losing Ground », American Enterprise Institute, 4 juin 2016.
8. Dans un revirement embarrassant, la brigade néerlandaise intégrée qui opère sous les ordres de la 1. Panzerdivision doit désormais louer ses Leopard 2A6 à l'Allemagne; le gouvernement allemand a depuis racheté un ancien stock de Leopard mis en sommeil, ce qui porte son inventaire total de chars de combat principaux à 328; voir également Sebastien Roblin, « France's Leclerc Super-Tank: Better than American or Russian Armor? » *The National Interest*, 16 juillet 2016.
9. David A. Shlapak et Michael Johnson, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank Wargaming the Defense of the Baltics », RAND Corporation, 2016.
10. Entretien avec le Lieutenant-général Hodges, « Ensuring That Land Forces Remain Decisive for NATO », AUSA, mai 2013.



Photo de couverture : Krasilnikov Stanislav/TASS

À propos du CEPA

Le *Center for European Policy Analysis* (CEPA) est le seul groupe de réflexion américain consacré à l'étude de l'Europe centrale et orientale. Avec des bureaux à Washington et à Varsovie, il s'est développé rapidement au cours de la dernière décennie pour devenir le principal porte-parole du renforcement de la sécurité et de la démocratie dans les pays de l'Europe postcommuniste. Le CEPA est à l'avant-garde du débat politique transatlantique sur les questions de défense, d'énergie et de réforme démocratique en Europe centrale et orientale. Sa mission consiste à promouvoir une région d'Europe centrale et orientale économiquement dynamique, géopolitiquement stable et politiquement libre, entretenant des liens étroits et durables avec les États-Unis.

© 2016 par le *Center for European Policy Analysis*, Washington, DC. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être utilisée ou reproduite de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite du *Center for European Policy Analysis*, sauf dans le cas de brèves citations incorporées dans des articles d'actualité, des articles ou revues critiques.

Center for European Policy Analysis
1225 19th Street NW, Suite 450
Washington, DC 20036
courriel : info@cepa.org
www.cepa.org



Center *for*
European Policy
Analysis